

L'Humanité

JEAN JAURES

Les Fralib en état d'alerte rouge

Unilever cherche à faire expulser en urgence les salariés pour déménager les machines. La CGT s'adresse à François Hollande pour que soit vite organisée une table ronde nationale.

Gémenos
(Bouches-du-Rhône),
envoyé spécial.

Au moment même où François Hollande devenait, hier matin, président de la République, un commando d'une douzaine de nervis accompagné du président de Fralib, Angel Llovera, faisait irruption sur le site industriel baptisé par l'intersyndicale (CGT et CFE-CGC) de l'entreprise « espace de liberté, de fraternité et de travail ». « Ils étaient armés de cannes de combat, cherchaient la bagarre et ont décampé lorsque le reporter de France 2 a commencé à les filmer », raconte l'une de ces ouvrières

qui, depuis le 11 mai, occupe jour et nuit avec plusieurs dizaines de ses camarades l'usine d'infusions (Lipton et Éléphant). Pour le secrétaire CGT du CE, Gérard Cazorla, lui aussi témoin de la scène, « cette nouvelle provocation d'Unilever avait pour but de créer un affrontement violent qui aurait servi d'argument contre nous quelques heures plus tard devant le tribunal de Marseille ». Hier après-midi, le juge des référés devait en effet examiner la plainte déposée par la multinationale visant à faire expulser les salariés de ce qu'ils considèrent comme étant « leur » usine. « Nous avons laissé ici du sang et de la sueur et il n'est pas ques-

tion de lâcher quoi que ce soit après bientôt six cents jours de lutte, et surtout pas de laisser partir ou détruire notre outil de travail », expliquait Gérard Cazorla, en soulignant la « grande détermination » des « Fralibiens » à faire aboutir dans les meilleurs délais leur projet alternatif à la délocalisation en Pologne.

Un projet qui avance bien, puisque d'ici peu un « business plan » relatif à la création d'une société coopérative ouvrière de production (Scop) appelée à se transformer en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) va être présenté. La communauté urbaine de Marseille ainsi que la communauté d'agglomérations

d'Aubagne y ont apporté leurs cautions.

Et le président socialiste du conseil régional Paca, Michel Vauzelle, dans une récente interview à LCP, a affirmé que l'une des premières missions du nouveau ministre de l'Industrie serait d'organiser une table ronde nationale sur l'avenir industriel du site de Gémenos. Ce qui va dans le sens de la démarche effectuée par courrier, le 14 mai dernier, par la fédération CGT de l'agroalimentaire, rappelant au président de la République cette promesse du député François Hollande. Mettra-t-il le dossier Unilever en haut de la pile du nouveau gouvernement ? À suivre...

PHILIPPE JÉRÔME